جامعة محمد الأول بوجدة
UNIVERSITE MOHAMMED PREMIER OUJDA

2022 - 2002

Université Mohammed Premier

Centres d'Etudes doctorales : Droit, Economie et gestion

Centre d'Etude et recherches humaines et sociales d'Oujda

Unité des Etudes Économiques

Organisent le 18 Mai 2024 un colloque sur le thème :

L'Etat Social : Enjeux et défis

Appel à communication

Référenciel de l'appel à communication du colloque du samedi 18 mai 2024 organisé sur le thème : L'État social : Enjeux et défis

Argumentaire

Dans le contexte de la recrudescence des crises socioéconomiques durant lesquelles les budgets publics affectés aux secteurs sociaux ont tendance à se contracter face à la régression des dépenses sociales et aux mesures de l'austérité, la recherche d'un minimum social dans le sens d'un niveau matériel et de prestations approprié de vie est devenue une préoccupation majeure des politiques publiques des États.

La question sociale a toujours présenté un intérêt primordial qui part de l'idée que l'État ne peut complétement se désintéresser de la qualité de vie et la garantie des prestations et des services sociaux aux citoyens dans des domaines aussi importants que l'aide sociale, l'enseignement, la santé, le logement social et l'emploi. Au sein de l'architecture institutionnelle à l'origine de la croissance de l'après Seconde Guerre mondiale, l'expérience a montré que l'État social dans les pays développés a joué un rôle certain dans l'accompagnement des profondes transformations sociales, la limitation des inégalités et la stabilisation des cycles économiques.

Dans les pays en voie de développement, le rôle social de l'État marque le pas devant la rareté des ressources, le poids des contraintes et la pression de la demande sociale, exacerbée par une croissance démographique incontrôlée, le tout couplé à une gouvernance publique mal adaptée et inefficace.

La complexité de la mise en œuvre des principes de l'État social par les gouvernements des États va de pair avec la difficulté d'octroyer à ce concept une définition holistique claire et précise. Il 'avère difficile de trouver une définition de l'État social autre que celle qui se réfère à « la fonction de solidarité sociale », à « la lutte contre l'inégalité sociale », à «l'institutionnalisation du commun », ou encore à « l'ensemble des règles et des institutions qui travaillent à répandre l'équité sociale et à remédier aux écarts dus à l'injustice sociale ». L'essence idéologique du concept porte incontestablement les valeurs de solidarité et de partage. Pour autant, cela n'empêche que les systèmes de protection sociale prônés par les États recherchent de plus en plus les moyens de concilier l'efficacité économique indispensable à la durabilité des systèmes de financement public et la justice

sociale aux contours indéterminés et diffus, sujet récurrent d'appréhension et de crainte de débordements et de dérives.

Les différentes facettes de l'État social et la complexité qui caractérise sa présentation conceptuelle suscitent l'intérêt de la sphère universitaire et académique. Les paradigmes asseyant ses concepts ont recours dans une approche multidisciplinaire à différents troncs de connaissance et de savoir, aussi bien des sciences économiques, juridiques que sociales. Les études relatives au concept sont d'autant plus intéressantes que leurs perspectives d'analyse et de recherche sont diverses et variées.

Au Maroc, les disparités sociales soulignées dans différents rapports d'institutions nationales et internationales, dues aux effets de la libéralisation économique dans laquelle s'est engagé le Royaume du Maroc dans les années 1990 est devenue depuis le début des années 2000 une affaire publique de haute importance. La mesure de l'insécurité sociale aussi bien dans ses aspects monétaires que non monétaires, comme l'accès à la santé, à l'éducation, au logement décent, aux autres services de base, ainsi que la grande précarité structurelle dans laquelle vivent au quotidien nombre de citoyens marocains, a incité l'État à renforcer la priorité des questions sociales où l'invention sociale rime avec la multiplication des initiatives, des actions et des programmes. Cette dynamique de l'action sociale de l'État, dans son effort de remplacement des plans d'ajustement structurel par des stratégie pour la réduction de la pauvreté et la précarité tente d'inventer de nouveaux dispositifs pour parer aux décrochages patents entre production de richesses et progrès social et à pallier les défaillances du faible filet de protection existant.

Le système de protection sociale mis en place depuis l'indépendance, dans lequel l'État garde un rôle déterminant en matière d'allocation de ressources et de prise de décision, s'est appuyé sur une approche bismarckienne, où le salariat est le principal financeur et bénéficiaire du système de sécurité sociale. Le dispositif public quant à lui ne s'adresse qu'à une population de fonctionnaires et agents du secteur public, ce qui fait que le développement de l'emploi public constitue le principal vecteur d'assistance de la part de l'État au détriment de l'extension de la protection sociale.

L'État social au Maroc a pris une nouvelle dimension depuis la pandémie du COVID-19 qui a mis à l'épreuve toutes les instances de l'État devant la nécessité de garantir une protection sociale à tous les citoyens.

Sous les Directives Royales, le Gouvernement du Maroc travaille à mettre progressivement en place les éléments nécessaires et indispensables à l'édification d'un État social dont les fondements ont été institués par la loi cadre n°09.21 relative à la protection sociale , qui a tracé les jalons d'un large spectre d'actions au profit de tous les citoyens marocains, couvrant l'élargissement de la couverture médicale obligatoire de base, la généralisation des allocations familiales, l'élargissement de la base d'inscription dans les systèmes de retraite et la généralisation de l'indemnisation à la perte d'emploi à l'horizon 2025.

Ce projet ambitieux commence effectivement à prendre forme de manière progressive avec l'entrée en vigueur depuis le 1er décembre 2022 de la couverture médicale universelle et la généralisation des allocation familiales avant la fin de de l'année 2023. Les prémices de la nouvelle ère du Maroc social s'annoncent avec le déploiement effectif de ses deux premières mesures.

Le présent colloque, prévu le samedi 18 mai 2024, tout en s'adressant aux universitaires, professionnels du domaine et étudiants chercheurs de toutes disciplines, économiques, juridiques et sociales, a retenu une liste d'axes de recherche traitant de thématiques diversifiées et transversales relatives à l'État social, dont notamment à titre non exhaustif :

1. Évolution du concept de l'État social
2. État social et durabilité des systèmes de protection sociale
3. État social, assurance et risques d'événements catastrophiques
4. État social et politiques économiques
5. État social et régulations économiques et sociales
6. Études comparatives entre les différents régimes sociaux
7. État social et emploi
8. Gouvernance de la protection sociale
9. L'État social : Les leviers clés pour réussir le modèle marocain
10. Opérationnalisation de l'État social

Échéancier du colloque

Jour de la tenue du colloque	Samedi 18 mai 2024
Date limite de réception des résumés	Jeudi 15 février 2024
Notification d'acceptation provisoire des communications	Dimanche 18 février 2024
Dernier délai réception des communications	Mardi 20 avril 2024

Modalités de soumission des communications

Soumission des communications	https://forms.gle/Y8cCJyxnPDhbJg1J6
Demande d'information	colloqueetatsocial@gmail.com

Comité d'organisation

- BENAINI Naoual FSJES Oujda
- BENTAHAR Abdelrhani FSJES Oujda
- CHADLI Nadia FSJES Oujda
- DERRAZ Mohammed FSJES Oujda
- EL ATTAR Abdellilah FSJES Oujda
- ERRYAHI Amina FSJES Oujda
- HAFIANE Mohammed Amine FSJES Oujda
- HASSANI Kamal FSJES Oujda
- JABRI Abdelkrim ENCG Oujda
- KISSAMI Rabeh ENCG Oujda
- OURRAOUI Bouchra FSJES Oujda
- SABER Hicham CERHS Oujda
- ZENASNI Mourad ENCG Oujda
- BELHESSANI Meryem FSJES Oujda
- ZOHEIR Ahmed FSJES Oujda

Comité scientifique

- ABAKOUY Mostafa ENCG Tanger
- AFTISS Ahmed FSJES Fès
- ALLOUCH Faissal FSJES Fès
- BENAINI Naoual FSJES Oujda
- BENTAHAR Abdelrhani FSJES Oujda
- BRAHIM Mariem PhD Associate professor Paris School of Business
- CHADLI Nadia FSJES Oujda
- DERRAZ Mohammed FSJES Oujda
- ECHATTABI Hicham FSJES Kelaa des Sraghna
- ED-DAOU Mohammed FP Errachidia
- EL ATTAR Abdellilah FSJES Oujda
- El HIRI Abderrazak FSJES Fès
- EL KAROUNI Ilyess Univesité Paris 8 & Neoma Business
- EL MOIFEK Abbouh FSJES Agadir
- ERRYAHI Amina FSJES Oujda
- HAFIANE Mohammed Amine FSJES Oujda
- HASSANI Kamal FSJES Oujda
- JABRI Abdelkrim ENCG Oujda
- KISSAMI Rabeh ENCG Oujda
- LAHMOUCHI Mohamed FSJES Mohammédia
- MAFAMAN Driss FSJES Rabat
- MOKHTARI Abbas FPN Nador
- MRABET Najib EST Oujda
- OURRAOUI Bouchra FSJES Oujda
- RAJAA Mohammed FSJES Tétouan
- SABER Hicham CERHS Oujda
- SETTA Bouchera ENSA Oujda
- ZENASNI Mourad ENCG Oujda
- ZOUIRI Hassan FSJES Rabat